Le site des lanceurs d'alerte du « Soir » : Sourcesure.eu

JOURNALISME Quatre médias francophones lancent leur portail pour lanceurs d'alerte

- Une boîte aux lettres électronique permet aux informateurs de nous parler sans être épiés.
- Sourcesure.eu brouille les pistes, anonymise et protège par cryptage.
- SwissLeaks a montré que la protection des sources devient vitale.

Les rédactions des quotidiens *Le Soir*, *Le Monde*, *La Libre Belgique* et de la RTBF ont officiellement lancé, ce jeudi à Paris, dans les locaux du *Monde*, la première plateforme francophone internationale dédiée aux lanceurs d'alerte : sourcesure.eu. En résumé, il s'agit d'un site sécurisé, garantissant à des informateurs de presse qui souhaitent demeurer anonymes que leur identité, l'identité de leur ordinateur, leur connexion au site et les particularités du document digital qu'ils souhaitent communiquer sont à la fois anonymisées et intraçables, selon les meilleurs standards de sécurité informatique (pour les passionnés de sécurité informatique : sourcesure.eu utilise notamment le réseau Tor, le cryptage GPG et le système d'exploitation Tails).

Il s'agit d'une réponse concertée des grandes rédactions francophones face au développement incontrôlé, par les États et sociétés privées, des techniques d'espionnage et d'analyse du trafic. La protection des sources est un des devoirs du journaliste ; or trop de sources communiquent aujourd'hui des informations digitales sans savoir que leur origine, et donc l'identité du lanceur d'alerte, n'est pas réellement protégée.

« Nous étions depuis longtemps convaincus qu'il nous fallait ce type de structure », a commenté le coordinateur des investigations au quotidien *Le Monde*, Fabrice Lhomme. L'outil ne facilitera pas le travail des rédactions, que du contraire, car chaque fuite qui semble crédible *« représentera beaucoup de travail de recoupement »*, constate le directeur du *Monde* Gilles van Kote. *« Mais nous avons été en pointe sur OffshoreLeaks, LuxLeaks et SwissLeaks*, note le rédacteur en chef du *Soir* Christophe Berti, *et nous avons l'expérience de ce genre de travail. »* Quant à la technologie, *« il était important pour nous d'ouvrir des brèches »*, notera Christophe Lamfalussy au nom de *La Libre Belgique*.

« Cela s'inscrit dans une vieille tradition qui est celle d'un journalisme offensif » HERVÉ BRUSINI, DIRECTEUR DE FRANCETV.INFO

Par-delà les aspects de sécurité et d'anonymisation des sources, l'une des révolutions induites par sourcesure.eu est qu'elle rassemble des titres francophones qui sont traditionnellement concurrents mais qui ont compris que l'expérience gagnait à être menée solidairement. *« Travailler ensemble est une garantie de crédibilité »*, note celui qui a techniquement fait atterrir le projet, le journaliste Yves Eudes, du *Monde*. Avec cette force nouvelle, *« nous espérons mettre au jour des dossiers importants »*, commente le directeur de l'information de la RTBF Jean-Pierre Jacqmin.

Dans le cadre des dossiers développés avec l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ), dont le SwissLeaks dernièrement, *Le Soir* a *« déjà gagné une bonne expérience trans-titres en Belgique, en coopérant sur des enquêtes avec* De Tijd *et* Mo* *»*, remarque Christophe Berti. Les Français sont moins habitués à cette transversalité entre médias, mais ils vont pourtant s'y frotter puisque France Télévision a fait savoir sa volonté de se joindre sans délai à l'initiative des quatre médias belges et français : *« Cela s'inscrit dans une vieille tradition qui est celle d'un journalisme offensif*, estime Hervé Brusini, directeur de FranceTV.info, le site d'information du groupe France Télévision. *Nous souhaitons être partie prenante de sourcesure.eu, tant au niveau de nos journaux que de nos magazines. »*

Comme l'a résumé malicieusement le journaliste de la RTBF Patrick Remacle, qui a eu l'idée de départ de ce site, *« si on a réussi à rassembler* Le Soir *et* La Libre, *c'est que c'est réussi ! »*

La porte de sourcesure.eu est d'ailleurs grande ouverte à tous les médias francophones qui partagent les mêmes standards de qualité dans le journalisme et l'investigation ; diverses demandes d'adhésion supplémentaires sont venues de Belgique, de Suisse, du Québec. ■

ALAIN LALLEMAND

Rassemblés à la RTBF, pour « Le Soir » le journaliste d'investigation, Alain Lallemand, le rédacteur en chef, Christophe Berti, Gilles Van Kote, directeur du « Monde », Françis Vandewoestyne, rédacteur en chef de « La Libre » et Jean-Pierre Jacqmin, directeur de l'information de la RTBF. © RTBF.

LE MODE D'EMPLOI

www.sourcesure.eu

L'écran d'accueil est accessible via n'importe quel navigateur (Firefox, Explorer, etc.) à l'adresse sourcesure.eu. Pour augmenter la non-traçabilité du visiteur, nous lui conseillons cependant d'utiliser le navigateur Tor, une version gratuite mais sécurisée du navigateur Firefox. Cette page d'accueil n'est pas spécialement protégée, la protection ne commence qu'à l'écran suivant. Cliquez sur *« Commencez ! »*

Êtes-vous un lanceur d'alerte ?
lancez votre alerte
Avez-vous déjà soumis un dossier? Entrez votre code
XXXX XXXX XXXX XXXX
Connexion

secure.sourcesure.eu

Le deuxième écran, lui, est sécurisé, vous recommande une seconde fois d'utiliser Tor (si ce n'est pas déjà le cas), puis vous propose de lancer l'alerte. C'est aussi vers cet écran que l' auteur d'un dépôt antérieur devra revenir pour compléter ou prolonger ce dépôt.

Le choix des médias

Le troisième écran vous propose de cocher le ou les médias auxquels vous souhaitez adresser votre document. Si vous cochez plusieurs médias, chacun de ces médias saura quel autre média a reçu le même dossier (ce qui permet les coopérations).

Le dépôt anonyme

Un bref descriptif du document vous est demandé, document (tous textes ou photos, quelle qu'en soient la taille, mais pas de vidéo) que vous téléchargez ensuite comme une simple pièce-jointe. Dès qu'il est envoyé, ce document est dépouillé de ses métadonnées – donc anonymisé – puis crypté, selon un code que seule la rédaction destinataire peut ouvrir.

Merci!
Votre soumission a réussi.
Conservez le code de la clé correspondant à ce dépôt:
0646 7930 0706 8701
Nous allons vous recontacter dès que possible!
Utilisez la clé à 16 chiffres pour vous connecter, afin d'accéder aux messages qui vous seront envoyés, ou pour ajouter des informations.
Visualisez votre dépôt

Votre code de dépôt

Un dépôt réussi génère un code de 16 chiffres qui vous permettra – si vous le souhaitez – de revenir sur le site, de vérifier que le message a été consulté, et même de voir si le journaliste a laissé en poste restante, à votre attention, un message, un commentaire, une réponse. Cette clé ne permet pas d'identifier le lanceur d'alerte, mais elle permet au journaliste – en cas de contacts répétés – de s'assurer que l'interlocuteur est toujours le même.

A.L.

Radicalisme : une unité spéciale pour « nettoyer » le web ?

DJIHADISME Les parlementaires CDH Matz et Dallemagne déposent une proposition de résolution sur la politique européenne

La lutte contre le terrorisme était au cœur d'un débat que les députés européens consacraient, mercredi matin, aux thèmes mis à l'ordre du jour du sommet informel des chefs d'Etat. Un document a été entériné, contenant un plan d'actions sur trois volets : renforcement de la sécurité des citoyens, prévention de la radicalisation, coopération avec des pays étrangers.

En Belgique, deux parlementaires CDH, Vanessa Matz et Georges Dallemagne, viennent de déposer une proposition de résolution à la Chambre sur la politique européenne de lutte contre le radicalisme. *« L'idée est d'alimenter le débat dans le cadre du sommet européen mais aussi de la réunion des ministres de l'Intérieur du 18 février à Washington »*, explique Vanessa Matz.

Concrètement, le texte comprend onze propositions, dans une perspective volontairement globale. Il reprend des éléments sur lesquels l'Europe travaille d'ores et déjà, notamment l'idée d'une base européenne des données des passagers aériens (PNR, nos éditions d'hier).

La note fait la part belle à la lutte contre la radicalisation sur Internet, l'*« obsession »* de Vanessa Matz. À cet égard, deux mesures sont envisagées : établir une définition européenne de la notion de « contenu illégal » sur internet et de se doter d'une unité spéciale chargée de signaler auprès des fournisseurs d'internet les contenus illégaux qui devraient être retirés. De telles unités pourraient être créées dans les autres Etats membres, sous la coordination d'Europol. *« A terme, on peut envisager la création d'une cellule européenne chargée du retrait du contenu illégal sur internet »*, ajoute la parlementaire CDH.

Vanessa Matz, CDH.

© MICHEL TONNEAU.

Les auteurs du texte rappellent que début janvier, l'Union européenne a chargé la Belgique de mettre en place une unité de contre-propagande en collaboration avec le Royaume-Uni, pour prévenir le recrutement de djihadistes sur internet. Une initiative à poursuivre et à étendre dans l'ensemble des Etats membres, selon Matz et Dallemagne. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT